ACED 10 ans d'impact

RAPPORT D'IMPACT 10 ans ACED

RAPPORT
D'IMPACT : 10 ans

Produit par **WRENmedia**

Équipe de coordination

Frejus Thoto (ACED)
Susanna Cartmell-Thorp (WRENmedia)
Donald Houessou (ACED)
Sophie Reeve (WRENmedia)

Mars 2020
www.acedbenin.org

Table des MATIÈRES

Réalisations clés 01

ACED : dix ans d'impact 02

Avant-propos 04

Remerciements 05

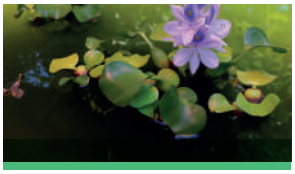
Pertinence et contexte 05

Approche 08

Impact 08

Défis et leçons apprises 13

Réalisations CLÉS

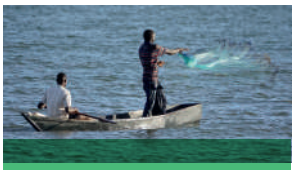


Une production durable pour les petits agriculteurs

10000 tonnes de jacinthe d'eau transformées en 8500 tonnes de compost organique.
Le compost de jacinthe d'eau a contribué à augmenter les rendements du piment jusqu'à 162%, d'amarante de 120% et de tomate de 42%.

Les jardins urbains au Bénin accroissent la sécurité alimentaire

40 ménages urbains pauvres ont pu améliorer leurs moyens de subsistance grâce aux jardins communautaires.
Les jardins urbains au Bénin peuvent générer 6000 euros par hectare et par an.



Développer la pêche continentale

Plus de 1000 pêcheurs continentaux ont amélioré leurs techniques de pêche, et les nouvelles réglementations locales permettent de réduire la surpêche et la pollution des lacs.
Le rôle des femmes dans la transformation et la commercialisation des produits de la pêche a été reconnu et intégré dans les filières du poisson.

Réduire les émissions de gaz à effet de serre

17 ménages de Sô-Ava ont pu alimenter leurs foyers en énergie durable à base de biogaz.
Les initiatives d'ACED en matière de biogaz et de compost à base de jacinthe d'eau ont permis de réduire de 10000 tonnes la quantité d'équivalent CO_2 émise par la plante.

Adaptation au climat

Les résultats des recherches sur les réponses des communautés locales au changement climatique ont été intégrés dans les cours à l'Université de Moncton.
Les conclusions de recherche sur la vulnérabilité climatique des communautés vivant de l'élevage sont utilisées par les décideurs politiques dans le pays.

Opportunités pour les jeunes dans l'agroalimentaire

Trois publications phares d'ACED facilitent l'intégration des jeunes dans l'agrobusiness et informent les politiques sur l'entrepreneuriat des jeunes.
Plus de 500 jeunes ont renforcé leurs capacités sur la création de petites entreprises agricoles.

ACED : DIX ANS D'IMPACT

Depuis sa création en 2009, ACED s'engage dans la mise en œuvre d'initiatives innovantes pour améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la résilience climatique et les revenus des communautés les plus vulnérables au Bénin.

JUIN 2009

Les débuts

Trois jeunes agroéconomistes fondent une organisation non gouvernementale (ONG) en vue d'aider les petits exploitants béninois et les populations rurales à trouver des solutions aux défis qu'ils rencontrent.

SEPTEMBRE 2011

Action pour le climat

L'équipe reçoit une première subvention du Japan Water Forum Fund afin d'améliorer les connaissances des communautés locales en matière de climat.

DECEMBRE 2011

Appellation de l'organisation

Désireuse de trouver une appellation qui retranscrit au mieux les ambitions de l'ONG, l'équipe enregistre l'organisation sous le nom Actions pour l'environnement et le développement durable (ACED).

JUIN 2012

Autonomisation des jeunes

ACED signe un accord avec le Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les peuples autochtones afin de développer un programme d'autonomisation des jeunes dans le secteur agricole.

NOVEMBRE 2013

Protection environnementale

Grâce aux soutiens financiers du Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM), de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) et de la Fondation Veolia, ACED met en place son premier grand programme pour lutter contre la jacinthe d'eau, cette plante envahissante qui étouffe les lacs continentaux du Bénin.

JANVIER 2014

Une stratégie pour l'avenir

ACED lance son plan stratégique quinquennal pour la période 2014-2018.

MARS 2015

Recherches sur la résilience

ACED signe une convention de subvention avec l'Organisation pour la recherche scientifique des Pays-Bas (NWO) afin de mener des recherches approfondies orientées vers les politiques sur la résilience et les vulnérabilités de la pêche continentale au Bénin.

JUIN 2015

Statut privilégié

L'organisation se voit accorder le statut consultatif spécial auprès du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC), ce qui lui permet de participer activement aux réunions de l'ONU.

MAI 2016

Initiatives récompensées

Avec son projet visant l'autonomisation des jeunes, ACED remporte le financement des initiatives novatrices en renforcement des capacités (FICAD) de la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF).

JUILLET 2016

Jardins urbains

Avec l'appui de ses partenaires, ACED lance deux jardins communautaires pilotes dans les zones urbaines du Bénin afin d'étudier leur contribution sur la réduction de l'insécurité alimentaire et de la pauvreté.

MARS 2017

Investissements dans les jeunes scientifiques

ACED crée un fonds de recherche et octroie deux subventions à des chercheurs juniors de l'université d'Abomey-Calavi.

DECEMBRE 2017

Une subvention pour l'environnement

ACED signe avec le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) un accord technique et financier afin de renforcer le développement d'activités génératrices de revenus pour la conservation des mangroves.

AOÛT 2018

Rapport sur les ressources halieutiques

En collaboration avec le Amsterdam Centre for World Food Studies, ACED publie deux rapports qui rassemblent les connaissances les plus récentes et les plus exhaustives sur la gestion des lacs continentaux au Bénin.

AOÛT 2018

Mettre l'agriculture écologique à l'échelle

Dans l'optique de mettre ses activités de promotion de l'agriculture écologique à l'échelle dans le sud du Bénin, ACED signe un accord de subvention avec l'Union européenne.

MAI 2019

Reconnaissance par la Fondation Rockefeller

L'organisation reçoit le Prix d'excellence des organisations de la société civile (OSC) africaines, octroyé par EPIC-Africa et la Fondation Rockefeller.

JUIN 2019

Partenariat avec la Fondation Hewlett

ACED signe une convention de partenariat avec la Fondation Hewlett pour renforcer l'utilisation des évidences scientifiques par les municipalités du Bénin dans les prises de décisions en lien avec la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

OCTOBRE 2019

Forum autour de la sécurité alimentaire

ACED organise son premier Forum Évidences-Politiques-Actions (Forum EPA) au Bénin sous le thème : Utilisation des résultats de recherche pour améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle en milieu urbain au Bénin.

AVANT-PROPOS

Depuis la création d'ACED en 2009, notre mission est restée inchangée : améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Bénin. Nous nous employons également à élaborer des solutions locales capables de contribuer à relever les défis mondiaux que constituent le changement climatique, la dégradation des ressources naturelles, la pauvreté en milieu urbain et le chômage des jeunes. Dans ce rapport, nous synthétisons les impacts des interventions d'ACED au Bénin au cours de ces dix dernières années.

Aux prémices de la formation de l'équipe d'ACED, nous n'étions pas pleinement conscients de tous les besoins liés à la création et à la gestion d'une organisation à but non lucratif — par exemple, comment mobiliser des ressources, comment générer un impact durable, etc. Malgré cela, après avoir achevé le processus d'enregistrement et mis en place des systèmes basiques de gouvernance et de gestion en 2009, nous avons commencé à déployer des activités pilotes à petite échelle. Ainsi, entre 2010 et 2012, grâce au financement du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les peuples autochtones, nous avons aidé dix jeunes à lancer des activités agroalimentaires dans leurs communautés rurales respectives.
Au cours de la même période, et avec le soutien de l'organisation caritative britannique Artists' Project Earth, nous avons également organisé une campagne sur le changement climatique visant à impliquer les communautés rurales du Bénin sur les questions liées à la vulnérabilité climatique et aux solutions d'adaptation. En 2013, en partenariat avec l'association Gevalor, nous avons déployé notre première initiative à part entière sur la jacinthe d'eau, qui a été financée par le Fonds français pour l'environnement mondial.

Dès le début, soucieux de faire porter notre impact sur toute une série de défis de développement, nous avons cherché dans nos activités à mettre en évidence des données probantes susceptibles d'influencer les politiques et les pratiques, mais aussi de

montrer à d'autres organisations à but non lucratif comment concevoir des interventions durables. Pour ce faire, nous avons combiné la recherche, les politiques et l'action locale en vue de déployer des activités capables de déboucher sur un changement durable au profit des communautés les plus vulnérables. Certaines de nos initiatives ont impliqué directement les communautés agricoles dans l'amélioration, par exemple, de la productivité des petits exploitants, de l'accès aux technologies et aux marchés, ou de la résilience au changement climatique, tandis que d'autres étaient centrées sur le soutien aux activités génératrices de revenus à travers la protection des ressources locales. La collaboration avec les différentes parties prenantes, en particulier les communautés agricoles, les chercheurs, les politiques et les acteurs non étatiques, a été au cœur des réussites présentées dans ce document.

Nous avons appris énormément au cours des dix dernières années. Aussi abordons-nous avec confiance la prochaine décennie et les horizons qu'elle ouvrira. Nous entendons développer notre organisation sur la voie de l'efficacité et de la durabilité en augmentant notre capacité à produire des résultats, en améliorant nos systèmes de gouvernance et en diversifiant nos sources de financement. Nous espérons être en mesure de publier un rapport similaire en 2030 – un rapport qui témoignerait d'un impact plus large, créé par une organisation plus forte.

FRÉJUS **THOTO**
Directeur exécutif

PASCAL **DJOHOSSOU**
Président du conseil d'administration

REMERCIEMENTS

Nous tenons à remercier les communautés agricoles avec lesquelles nous avons établi au fil des ans une collaboration ouverte et fructueuse. Nous mettons nos efforts et nos activités au service de ces communautés et nous sommes donc très heureux et honorés d'avoir contribué à l'amélioration de leurs moyens de subsistance. Nous apprécions également leurs commentaires et leurs conseils sur la façon de les soutenir toujours plus efficacement.

Nous remercions de tout cœur nos premiers partenaires financiers, qui ont soutenu dès le début nos activités. Il s'agit notamment du Japan Water Forum Fund, du Fonds de contributions volontaires des Nations unies pour les peuples autochtones, du Artists Project Earth et du Fonds français pour l'environnement mondial.

Ces organisations ont soutenu financièrement notre travail alors que nous n'étions à l'époque qu'un groupe de jeunes, réunis autour d'une même volonté de favoriser la prospérité des communautés agricoles locales mais n'ayant qu'une expérience limitée.

De nombreux autres donateurs ont depuis rejoint les partenaires financiers de la première heure et ont joué un rôle déterminant en aidant ACED à concrétiser sa vision. Nous leur en sommes extrêmement reconnaissants.

Nous remercions également nos partenaires techniques pour leur travail et leurs efforts, en particulier les gouvernements, les universités, les organisations non gouvernementales et toutes les autres organisations avec lesquelles nous avons collaboré activement pour développer des solutions conjointes au cours de ces dix dernières années.

Pertinence et CONTEXTE

Les défis du développement international

Le nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde a diminué au cours des dernières décennies, mais ce n'est plus le cas aujourd'hui. D'après l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), plus de 280 millions de personnes n'ont pas suffisamment à manger, et de graves famines frappent l'Asie du Sud et l'Afrique subsaharienne [1] .

Pour répondre à la croissance démographique dans ces régions – et dans le monde – et donc à la hausse de la demande alimentaire, la productivité agricole devrait croître à un rythme annuel de 1,73 % [2] . Or, pour les pays à faible revenu, cet objectif constitue un défi en raison du manque d'investissements du secteur public et de la dépendance à l'égard des systèmes d'agriculture pluviale. Les avancées dans la lutte contre toutes les formes de malnutrition sont d'une lenteur inacceptable. Dans le monde, 150,8 millions d'enfants souffrent de retard de croissance et 50,5 millions d'émaciation [3] .

En Afrique subsaharienne, les régimes pauvres en vitamines et minéraux essentiels, du fait qu'ils sont principalement basés sur la consommation de glucides, sont la première cause de malnutrition par carence en micronutriments.

[1] http://www.fao.org/state-of-food-security-nutrition/en/
[2] https://www.sciencedaily.com/releases/2019/10/191016074750.htm
[3] https://globalnutritionreport.org/reports/global-nutrition-report-2018/burden-malnutrition/

D'ici 2050, dans la mesure où les promesses de prospérité encouragent l'exode rural, deux tiers de la population mondiale devrait vivre en milieu urbain [4] . Cependant, si des villes florissantes comptent parmi les facteurs essentiels d'une économie prospère, l'urbanisation rapide et sauvage a des conséquences négatives sur le plan économique, social et environnemental : dégradation de la qualité de l'air et de l'eau, problèmes d'assainissement. Les écosystèmes sont aussi affectés avec l'urbanisation croissante et la réquisition de terres pour la construction de routes et de bâtiments entraînant la perte d'habitats fondamentaux pour les espèces sauvages. Des eaux continentales pourtant essentielles, comme les voies navigables, deviennent également inutilisables par l'homme en raison de l'augmentation de la pollution, causée notamment par les déchets ménagers et industriels.

Le changement climatique renforce la pression existante sur les ressources naturelles, et ce sont les populations déjà vulnérables, avec de faibles capacités d'adaptation et une dépendance élevée aux systèmes agricoles de base, qui seront les plus durement touchées par la hausse des températures, les sécheresses et l'évolution des précipitations. Selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, ces facteurs ajoutés à d'autres auront probablement de lourdes conséquences sur les perspectives de développement durable de l'Afrique [5] .

L'avenir s'annonce particulièrement sombre pour le grand nombre de jeunes qui devraient se retrouver à occuper des emplois irréguliers et informels [6] . Au cours des dix prochaines années, ils seront un milliard de jeunes à entrer sur le marché du travail. Avec plus de 200 millions d'habitants âgés de 15 à 24 ans, l'Afrique compte la plus importante population de jeunes du monde, et ceux-ci représentent déjà 60 % des citoyens sans emploi sur le continent, selon la Banque mondiale. Les taux de pauvreté sont donc élevés chez les jeunes Africains, alors que la majorité d'entre eux doit subvenir aux besoins de leur famille et travailler pour survivre.

Le cas du Bénin

L'insécurité alimentaire et nutritionnelle constitue un défi de taille pour le développement du Bénin. Une étude de 2017 menée par le Programme alimentaire mondial (PAM) [7] a révélé que l'insécurité alimentaire touchait 9,6 % de la population et que la malnutrition chronique frappait 32 % des jeunes enfants. Et alors que près de 80 % des habitants du pays vivent de l'agriculture, et ont donc les moyens de produire leur propre nourriture, les revenus des agriculteurs restent faibles en raison du manque de diversification de la production, de la prédominance des petites exploitations et d'une faible productivité. Cette situation empêche le réinvestissement et le développement des petites exploitations dans le pays.

L'élevage contribue significativement au produit intérieur brut de la plupart des pays ouest-africains. Au Bénin, il constitue une source de revenus essentielle pour des milliers de ménages. Cependant, les éleveurs sont confrontés aux effets négatifs de la variabilité du climat, qui entraînent une diminution de la disponibilité du fourrage et une augmentation des risques de maladie. Dans les zones côtières, la pêche reste l'activité prédominante, mais ces communautés sont menacées par la hausse du niveau des mers et par des inondations plus fréquentes à cause du changement climatique.

Le secteur de la pêche continentale au Bénin est aussi confronté à des défis qui sapent son potentiel à contribuer à la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Ces défis incluent plus particulièrement l'urbanisation galopante, la pollution, la surpêche et l'absence de réglementations visant à gérer efficacement les ressources en eau. Les mangroves du Bénin, notamment autour du lac Nokoué, doivent aussi être mieux protégées. Elles sont actuellement rasées par les

[4] https://www.nationalgeographic.com/environment/habitats/urban-threats/
[5] https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2018/02/ar4-wg2-chapter9-1.pdf
[6] https://plan-international.org/eu/youth-unemployment-facts
[7] https://www.wfp.org/countries/benin

ménages locaux pour en faire du bois à brûler, dégradant ainsi cette ressource et portant atteinte aux services écosystémiques qu'elle fournit.
D'ici un peu plus de 10 ans, quelques 30 millions de jeunes Africains devraient entrer sur le marché du travail africain chaque année[8].

Au Bénin, le marché du travail n'est actuellement pas en mesure d'absorber un afflux annuel de 100000 diplômés universitaires, et seuls 33 % des jeunes entre 15 et 35 ans parviennent à trouver un emploi rémunéré [9]. Le manque de compétences et de connaissances appropriées parmi les jeunes vient s'ajouter au problème des opportunités d'emploi limitées.

Relever les défis : la réponse d'ACED

ACED a pour mission de relever les défis liés au développement au Bénin. Ses initiatives ciblées impliquent une grande diversité de partenaires issus des secteurs de l'agriculture, de la recherche et du développement. Pour permettre aux résidents urbains de produire leurs propres denrées alimentaires et de diversifier leur régime, ACED développe des jardins communautaires dans les villes et informe les décideurs politiques de manière étayée sur les façons d'étendre cette initiative durablement.

L'organisation travaille aussi avec des agriculteurs pour leur apprendre à fabriquer et à utiliser de manière optimale de l'engrais biologique, afin de produire davantage de légumes, d'augmenter leurs revenus et de lutter contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

Les recherches et publications d'ACED mettent en avant le potentiel de la pêche continentale à contribuer à la disponibilité d'aliments nutritifs et aux opportunités d'emploi pour les communautés locales. Elles soulignent aussi à quel point la dégradation des ressources en eau a un impact négatif sur le secteur de la pêche. ACED met en œuvre des actions pour renforcer les moyens de subsistance des pêcheurs continentaux et des femmes de la pêche et joue un rôle de médiateur en aidant les communautés à s'organiser et à faire entendre leur voix, afin d'orienter les interventions politiques.

En encourageant la collecte et le compostage de la jacinthe d'eau pour en faire de l'engrais, ACED réduit la quantité de gaz à effet de serre (GES) naturellement émis par cette plante quand elle se décompose. Une initiative d'ACED visant à produire du biogaz à partir de la jacinthe d'eau permet aussi de limiter la consommation par les ménages ruraux du bois issu des mangroves à des fins énergétiques. Pour mieux comprendre et relever les différents défis qui nuisent à la protection des mangroves, ACED a mené plusieurs études et mis en œuvre un modèle en trois volets qui restaure les forêts des mangroves, promeut l'utilisation de foyers améliorés et propose des activités génératives de revenus aux communautés locales, le tout simultanément.

Des études sur la vulnérabilité au changement climatique sont aussi menées pour informer les décideurs politiques de la meilleure façon de lutter contre les effets climatiques et de soutenir les communautés locales.
Enfin, pour remédier au problème du chômage des jeunes dans le pays, ACED favorise la disponibilité d'informations et d'opportunités agricoles faciles d'accès à travers des plateformes d'échange en ligne. ACED renforce également les compétences et capacités des jeunes grâce à des cours en ligne et des publications.

[8] https://www.ids.ac.uk/opinions/africas-youth-employment-challenge-whats-youth-got-to-do-with-it/
[9] https://www.africa.undp.org/content/rba/en/home/ourwork/povertyreduction/successstories/benin-graduates.html

Approche

Dans le cadre de sa mission en faveur d'une plus grande sécurité alimentaire et d'une meilleure nutrition au Bénin, le centre ACED déploie des interventions axées sur l'augmentation de la productivité des petites exploitations agricoles, sur l'amélioration de l'état nutritionnel des communautés pauvres, et sur le renforcement de l'efficacité des chaînes de valeur agricoles.

D'autres initiatives innovantes de l'organisation portent sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Enfin, les résultats des travaux de recherche d'ACED sur l'adaptation au climat et l'atténuation de ses effets sont intégrés dans les politiques visant à accroître la résilience des petits exploitants face au changement climatique.

Soucieux d'amplifier et d'étendre au maximum l'impact de ses interventions, ACED s'est doté d'une approche non linéaire articulée autour de trois axes : la recherche, les politiques et l'action . Le premier axe implique la production, basée sur la recherche, de données probantes solides afin de mieux comprendre les défis auxquels sont confrontées les communautés vulnérables du Bénin.

À cette fin, ACED collabore avec des universités et des instituts de recherche pour rédiger et diffuser des rapports et des publications scientifiques. Les connaissances ainsi acquises sont traduites en recommandations politiques concrètes et utilisées pour informer les acteurs et les politiques dans les domaines de l'agriculture, du développement rural, des systèmes alimentaires urbains, de la résilience au changement climatique et de la préservation de l'environnement.

Mais ACED va au-delà de la recherche et de la diffusion de données probantes en aidant directement avec les communautés locales et d'autres acteurs agricoles au Bénin à déployer des solutions sur le terrain. Cette approche apporte une valeur ajoutée au travail du centre, car elle facilite l'identification des interventions les plus susceptibles d'être adoptées à long terme par les communautés désireuses d'améliorer durablement leurs moyens de subsistance.

En collaborant étroitement avec les bénéficiaires cibles – les familles d'agriculteurs – dans le cadre de sessions de renforcement des capacités et à l'aide d'un soutien technique ciblé, l'organisation encourage l'adoption des innovations et des résultats de la recherche. Cette vision permet également à ACED d'apprendre des communautés et d'adapter ses activités pour en approfondir l'impact.

Impact

L'efficacité et la pertinence de l'approche d'ACED se reflètent dans les résultats tangibles de ses interventions.

Le centre capitalise sur les ressources disponibles localement pour renforcer la productivité des petits exploitants agricoles, augmenter les revenus et la sécurité alimentaire des résidents urbains pauvres, améliorer le bien-être des ménages dirigés par des femmes, et réduire la déforestation et les émissions de gaz à effet de serre. Grâce à des collaborations pluridisciplinaires, ACED a également généré et diffusé des connaissances dans le domaine du changement climatique et amélioré l'accès des jeunes aux informations agricoles et aux opportunités d'agrobusiness. Le centre œuvre actuellement à un changement durable dans le secteur de la pêche continentale.

La section suivante propose une description plus détaillée des problématiques de développement abordées par ACED dans le cadre de ses initiatives et des résultats obtenus pour les acteurs locaux.

LA JACINTHE D'EAU :
de l'invasion à la perspective commerciale

Si les produits maraîchers représentent une composante importante de l'alimentation des ménages ruraux et urbains au Bénin, la pauvreté des sols, la dégradation des terres et la rareté de l'eau font que les rendements – et les revenus – sont restés faibles. De 2013 à 2015, pour relever ces défis dans la région du lac Nokoué au Bénin, ACED s'est employé à valoriser les populations nombreuses (et envahissantes) de jacinthes d'eau par le compostage.

Mise au point en partenariat avec l'organisation internationale à but non lucratif Gevalor, qui promeut le recyclage des déchets dans les pays en développement, l'initiative a permis, dès la première année, de former et d'équiper 144 maraîchers au ramassage et à la transformation de la plante en compost organique destiné à la fertilisation des exploitations maraîchères. Fin 2015, 2 232 tonnes de jacinthe d'eau avaient été converties en 1 300 tonnes de compost, et des études ont révélé que l'utilisation du compost a permis d'augmenter les rendements de piment jusqu'à 162 %, d'amarante de 120 % et de tomate de 42 %.

Le projet a également permis de former des femmes au niveau local à la production d'articles de vannerie, notamment des paniers et des chapeaux, à partir de la jacinthe d'eau. Vingt-cinq femmes travaillent aujourd'hui à plein temps dans la fabrication d'articles de vannerie. Elles gagnent jusqu'à 3000 FCFA (4,6 euros) par article sur les marchés locaux. Par ailleurs, 25 autres femmes reçoivent une formation supplémentaire pour les aider à diversifier leurs produits.

Dans une deuxième phase de l'initiative (2015-2017), il s'est agi de produire davantage de compost grâce à une technique de ramassage de la jacinthe d'eau à l'aide de filets, réputée plus efficace. Cette nouvelle méthode a permis d'augmenter les quantités ramassées de 39 %. La deuxième phase visait également à améliorer l'efficacité de la filière de produits maraîchers pour augmenter les profits des agriculteurs. En 2016, une discussion multipartite a abouti à la création d'un point de vente et de promotion des produits. L'objectif était de supprimer l'intervention d'intermédiaires et d'accroître les marges des agriculteurs.

À l'appui de cette démarche, une enquête a été menée auprès des consommateurs de produits maraîchers sur leurs attentes et leurs besoins. Les résultats ont mis en évidence la nécessité de disposer de produits maraîchers abordables et bien présentés, capables de concurrencer les alternatives cultivées à l'aide d'intrants non biologiques. L'amélioration des techniques de commercialisation – ainsi qu'une campagne de promotion des produits sains lancée dans le cadre de l'initiative – a débouché sur une augmentation des prix de vente moyens de 19 %.

« Les revenus supplémentaires générés par la vente de produits maraîchers agroécologiques m'aident à diversifier l'alimentation de ma famille et contribuent à payer les frais de scolarité de nos enfants », explique Rolande Hounmanon, maraîchère dans la commune de Sô-Ava.

Évaluer les avantages pour l'environnement

L'initiative relative à la jacinthe d'eau présente par ailleurs des avantages pour l'environnement car la plante est transformée en compost avant qu'elle n'ait eu le temps de se décomposer et de libérer le méthane et l'oxyde nitreux nocifs dans l'environnement – réduisant ainsi les émissions de gaz à effet de serre dans la région. Une méthodologie unique en son genre pour évaluer les émissions de gaz à effet de serre de la jacinthe d'eau, à la fois dans son environnement naturel et lors du compostage, a également été mise au point dans le cadre de cette initiative et soumise au Gold Standard [10] – un mécanisme volontaire dédié aux interventions sur le climat et sur le développement qui certifie les méthodologies d'estimation des gaz à effet de serre.

« La volonté d'établir un lien entre la préservation de l'environnement mondial et le développement d'activités génératrices de revenus pour les communautés s'inscrit bien dans la vision du Fonds français pour l'environnement mondial »

a indiqué Xavier Duporge, ancien secrétaire général du Fonds français pour l'environnement mondial, qui a financé l'initiative entre 2013 et 2015.
L'initiative a également été reconnue comme étant Outstanding Practice in Agroecology 2019 (Pratique exceptionnelle en agroécologie 2019) par le World Future Council et a été présentée par des médias internationaux, notamment France 24, Radio France International et Deutsche Welle.

Sur le plan des perspectives, ACED a élaboré une stratégie de mise à l'échelle visant à doubler la consommation de produits maraîchers cultivés localement dans le sud du Bénin d'ici 2025. Le centre a de plus procédé à un examen des mécanismes de certification biologique disponibles et abordables pour les petits exploitants permettant la certification du système de production de compost à partir de la jacinthe d'eau.

LES JARDINS URBAINS
améliorent la sécurité alimentaire au Bénin

L'accès à des légumes et fruits sains produits localement se révèle de plus en plus difficile pour les habitants des zones urbaines du Bénin, où une proportion croissante de « citadins pauvres » – et en particulier de ménages pauvres dirigés par des femmes – n'a pas les moyens de se payer une alimentation de qualité. Pour renforcer la sécurité alimentaire dans les villes du Bénin en pleine croissance, ACED a lancé en 2016 une initiative de recherche sur les jardins communautaires en coordination avec l'Amsterdam Centre for World Food Studies de l'Université libre d'Amsterdam et la Faculté des sciences agronomiques de l'Université d'Abomey-Calavi.

Cette initiative a permis de définir un cadre intégré de développement des jardins urbains afin de donner aux citadins pauvres, et en particulier aux femmes, la possibilité de cultiver et de récolter des aliments frais et sains, ainsi que de disposer de revenus supplémentaires.

Un essai de contrôle randomisé a été mis en place – la plus rigoureuse des méthodes d'évaluation d'impact – afin d'en mesurer les effets.

Deux jardins communautaires ont été aménagés dans les villes d'Abomey-Calavi et de Porto-Novo grâce au financement du programme Global Challenges de l'Organisation néerlandaise pour la recherche scientifique. Quarante participants issus de ménages vulnérables ont reçu du matériel de jardinage et une formation pour produire suffisamment de produits maraîchers à des fins de consommation domestique et de génération de revenus. Une analyse des revenus ainsi obtenus et des indicateurs de sécurité alimentaire révèle que ces jardins peuvent générer quelque 6 000 euros par hectare et par an, mais aussi augmenter la consommation d'aliments sains et le nombre de jours où les participants ont accès à au moins deux repas nutritifs.

[10] https://www.goldstandard.org/

« Je ne me souviens pas de la dernière fois où j'ai acheté des légumes pour cuisiner à la maison. Car, depuis que j'ai commencé à cultiver et à récolter sur ma parcelle, j'alimente mon ménage en légumes autoproduits. Cela a considérablement réduit mes dépenses alimentaires et m'a octroyé plus d'autonomie à la maison », a précisé Adelaide Kounoukpevi, participante à l'initiative des jardins communautaires.

Action collective

Grâce à la collaboration avec des maraîchers locaux expérimentés, l'initiative a permis de conseiller les participants sur les avantages d'une action collective sur deux plans : i) l'achat groupé d'intrants pour réduire les coûts, et ii) la vente conjointe des produits maraîchers pour renforcer le pouvoir de négociation avec les acheteurs potentiels. L'adoption des principes de l'action collective doit permettre aux participants de passer d'une coopération informelle à une véritable coopérative.

L'initiative visait également à conseiller les politiques via l'élaboration d'un outil de sélection et d'attribution des terrains susceptibles d'être convertis en parcelles de maraîchage, en tenant compte de divers éléments tels que les conditions agronomiques et biophysiques du maraichage, ainsi que de facteurs socio-économiques comme l'accessibilité aux routes, la proximité des marchés et la sécurité des femmes.

Par ailleurs, six rapports ont été publiés, portant notamment sur les contraintes et les avantages auxquels sont confrontées les coopératives agricoles urbaines, ainsi que sur la manière dont les politiques peuvent identifier les citoyens pauvres dans les villes, soutenir le développement de l'agriculture urbaine et allouer des terres pour le jardinage urbain.

LA RECHERCHE-ACTION
réglemente la pêche continentale

L'augmentation de la population urbaine au Bénin a eu des répercussions sur les systèmes aquatiques continentaux, qui ont été soumis à des niveaux accrus de pollution et de surpêche, compromettant le potentiel de la pêche continentale sur le plan de sa contribution à la sécurité alimentaire et nutritionnelle du pays.

Parmi les principaux défis à relever figure l'inadéquation des règles régissant l'utilisation des ressources en eaux. Un programme de recherche-action lancé par ACED en 2015 a été consacré à l'analyse des mesures formelles et informelles de l'utilisation des ressources en eau au Bénin, ainsi qu'à l'évaluation des impacts de la dégradation des ressources aquatiques sur les communautés de pêcheurs.

Avec l'appui de l'Organisation néerlandaise pour la recherche scientifique (NWO), et en partenariat avec la l'Université libre d'Amsterdam et l'Université d'Abomey-Calavi, le programme a permis la mise en place d'un comité multipartite composé de représentants du ministère de l'Agriculture, d'associations de pêcheurs et de femmes, de services décentralisés de conseil agricole, du Partenariat national pour l'eau et du conseil communal de gestion du lac Nokoué.
Cette collaboration a débouché sur l'intégration des diverses perspectives des parties prenantes au programme et a généré des connaissances solides et pertinentes pour les communautés de pêcheurs et les politiques.

Des solutions durables

L'initiative a permis de produire des informations et des données probantes précises et actualisées concernant : les caractéristiques biophysiques des eaux continentales, les dispositions régissant le partage des ressources en eau, les obstacles rencontrés par les communautés de pêcheurs continentaux, de même que les rôles et les contraintes des femmes impliquées dans les activités de pêche.

Ces enseignements précieux ont été exploités pour proposer des solutions efficaces visant l'amélioration de la résilience et de la gestion des lacs continentaux, et pour informer les communautés de pêcheurs sur les réglementations relatives à l'utilisation partagée des ressources en eau.
En conséquence, les communautés de pêcheurs continentaux ont commencé à établir des règles plus efficaces et plus durables de gestion des eaux continentales. Le gouvernement a également mis en œuvre des actions visant à limiter la surpêche et à réduire la pollution des lacs.
« Avant les recherches menées par ACED, on manquait de données probantes sur la pollution des lacs. Aujourd'hui, les documents produits par le programme nous sont utiles pour sensibiliser les pêcheurs et les décideurs aux défis posés par la pollution des lacs et à la manière de les surmonter », a déclaré David Houngue, président de la Fédération nationale des pêcheurs du Bénin.

Ces différents résultats ont été présentés aux agents des services de promotion agricole de cinq communes afin qu'ils soient mieux informés et davantage aptes à prodiguer des conseils et faire fructifier leur engagement auprès des communautés de pêcheurs. L'initiative a également permis de renforcer les capacités locales en matière de collecte et d'analyse de données spatiales pour soutenir la prise de décision dans le secteur de la pêche.

FORMER ET POSITIONNER LES JEUNES
pour profiter des opportunités en agrobusiness

En plus d'améliorer l'échange d'informations et de connaissances entre les communautés vulnérables et les politiques au Bénin, les interventions d'ACED ont également pour finalité de renforcer les capacités des jeunes professionnels et de faciliter ainsi leur intégration dans l'agrobusiness. Avec l'appui de la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique, ACED a produit trois publications phares :

01 Un rapport de recherche qui inventorie les profils des jeunes intéressés par le secteur agricole – leur formation et leur expérience – afin d'orienter les institutions d'appui aux jeunes, telles que le Fonds national pour la promotion de l'entreprise et de l'emploi des jeunes, et leur permettre d'élaborer des interventions ciblées qui tiennent compte des divers besoins des jeunes ;

02 un autre rapport consacré à l'identification et à l'analyse de plus de 50 opportunités d'affaires accessibles aux jeunes (ayant de faibles compétences techniques et peu de possibilités d'investissement) dans les secteurs de l'ananas, de la volaille et du poisson, et ce afin de mettre en évidence les perspectives agricoles au-delà du stade de la production primaire ; et

03 un manuel technique sur l'entrepreneuriat agricole et les capacités d'affaires rédigé à l'intention des jeunes.

Les connaissances dont il est fait état dans ces publications ont été mises à profit par de grands programmes d'entrepreneuriat au Bénin, dont le programme d'incubateurs UAC Startup Valley[11] , pour élaborer des interventions dans le secteur de l'agrobusiness.

« Merci pour les opportunités que vous partagez avec nous. Continuez ! Vous faites un excellent travail », a déclaré Olivier A., ancien étudiant en sciences agricoles.

LA SENSIBILISATION AU CLIMAT,
pour une adaptation intelligente

Les publications d'ACED ont également contribué au réservoir de connaissances issues de la recherche sur le changement climatique. Par exemple, en 2014, un financement du Centre de recherche pour le développement international a permis de mener des travaux sur la vulnérabilité des communautés béninoises à la variabilité et au changement climatiques.

Les études ont été menées en partenariat avec l'Université du Québec à Montréal et l'Université de Moncton (qui a intégré les résultats de la recherche dans ses cours) au Canada, et le ministère de l'Environnement du Sénégal – le but de ces collaborations étant de proposer des cours et de générer des résultats applicables au Bénin.

Les conclusions ont mis en lumière la grande vulnérabilité des communautés agricoles béninoises dépendant du secteur de l'élevage et des ressources côtières. Mais elles ont aussi relevé la présence de techniques d'adaptation locales, notamment l'intégration de l'élevage et des cultures, ainsi que l'adoption de la pisciculture par opposition à la pêche de capture.

Ces travaux et leurs résultats ont été présentés à Niamey (Niger) à l'occasion de la Quatrième semaine des sciences agricoles de l'Afrique de l'Ouest et du Centre, à Montréal (Canada), lors du 82e Congrès de l'ACFAS (Association francophone pour le savoir), et à Accra (Ghana) lors de la conférence annuelle sur le développement du Global Development Network.

En 2015, soucieux de mieux diffuser les résultats de ses recherches sur les communautés côtières béninoises auprès des politiques et des chercheurs, ACED a tenu un atelier régional à Cotonou (Bénin) sur le thème « Adaptation au changement climatique dans les zones côtières : Les leçons régionales pour des actions locales ».

Défis et LEÇONS APPRISES

ACED a été confronté à des défis d'ampleurs et de types variés qui ont eu un impact sur la capacité du centre à créer un changement durable dans le domaine de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Les enseignements suivants en ont été tirés :

[11] https://www.uacstartupvalley.com/

Influencer les systèmes politiques prend du temps

Des recherches récentes menées par ACED et ses partenaires ont mis en évidence les niveaux élevés d'exploitation et de pollution des lacs continentaux du Bénin. Des recommandations ont été formulées sur la manière de gérer ces systèmes aquatiques essentiels afin d'assurer leur préservation et de maintenir les moyens de subsistance des milliers de personnes qui en dépendent. En dépit des discussions multipartites et des dialogues politiques déployés sur ces thèmes depuis 2015, ce n'est qu'à la fin de 2019 que les agences gouvernementales ont commencé à prendre des mesures pour améliorer la gestion des lacs. Cependant, alors que des actions politiques relatives à cette gestion sont enfin déployées, il reste à prendre des décisions importantes sur la manière de freiner le problème de la pollution urbaine qui affecte les masses d'eau.

Les approches axées sur le marché améliorent l'adoption et le déploiement à grande échelle des innovations

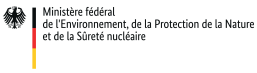
Dès ses premières initiatives, ACED avait pour objectif de sensibiliser les communautés locales à l'intérêt du ramassage de la jacinthe d'eau du lac Nokoué. Ces interventions ont été inefficaces et non durables, faute d'incitations claires pour les agriculteurs. Par la suite, ACED a développé une approche commerciale axée sur la formation des agriculteurs à la production de compost de jacinthe d'eau comme adjuvant à la culture de produits maraîchers destinés à la vente sur les marchés locaux. C'est ainsi que depuis 2013, les communautés locales et les agriculteurs ramassent et traitent activement la jacinthe d'eau, principalement en raison de l'avantage financier quantifiable tiré de la vente de leurs récoltes. Les approches axées sur le marché qui s'inscrivent dans un modèle commercial clair sont donc nettement plus susceptibles de produire des solutions durables et de contribuer à l'élaboration de stratégies efficaces de mise à l'échelle. ACED collaborera activement avec des organisations à but lucratif pour s'assurer que leurs initiatives incorporent effectivement des modèles commerciaux inclusifs favorables à l'adoption et à la durabilité des résultats.

Les partenariats inclusifs : une contribution fondamentale à l'élaboration de solutions durables

Toutes les initiatives d'ACED au cours des dix dernières années ont impliqué une collaboration avec diverses parties prenantes, notamment des chercheurs, des politiques, des acteurs de terrain et des agriculteurs, afin que la conception des projets tire parti de la multiplicité des approches. Si cette approche ne va pas sans poser des défis parfois redoutables – car les différents acteurs ont souvent des intérêts divers et contradictoires – elle peut également permettre l'élaboration de solutions durables et très adaptées au contexte.

La flexibilité dans les actions de développement est importante

L'approche transdisciplinaire et inclusive des interventions d'ACED encourage la contribution et le retour d'information des partenaires et des bénéficiaires. Pour réagir adéquatement à ces contributions et les intégrer dans la mise en œuvre de l'initiative, l'équipe doit faire preuve de souplesse. Il s'agit d'un défi pour des organisations telles qu'ACED, qui travaillent généralement dans des cadres plutôt rigides soumis à l'approbation des partenaires financiers. Pour relever ce défi, ACED conçoit ses initiatives de manière à ce qu'elles puissent être adaptées au fil de discussions ouvertes et constructives avec les partenaires – la finalité étant d'obtenir les résultats escomptés.



MERCI

pour votre soutien

À propos de **ACED**

ACED est une organisation indépendante à but non lucratif créée en 2009 au Benin (Afrique de l'Ouest).

Nous contribuons à un monde où toutes les communautés mènent une vie décente dans un environnement durable.

Notre mission est de renforcer les communautés avec des solutions durables à la pauvreté et à la faim dans un environnement sain.

Nous combinons la recherche, les politiques et l'action locale pour réduire la pauvreté et la faim au sein des communautés les plus vulnérables. Nous agissons comme un think-and-do tank (centre de réflexion et d'action).

Pour plus d'informations, visitez **www.acedbenin.org**

Pour télécharger cette publication, rendez-vous sur **www.acedbenin.org/publications**

10 ACED ans

RAPPORT
D'IMPACT : 10 ans

Produit par **WRENmedia**

Équipe de coordination

Frejus Thoto (ACED)
Susanna Cartmell-Thorp (WRENmedia)
Donald Houessou (ACED)
Sophie Reeve (WRENmedia)

Mars 2020
www.acedbenin.org
© ACED 2020

Design by JMA PLUS